La Lettre des Enseignants Du Nord

"Faites la différence"

7 novembre 2007

FONCTION PUBLIQUE

Grève le mardi 20 novembre

Manifestation Régionale à LILLE
Rassemblement
Porte de Paris à 14h

Pour les salaires,
l'emploi, les statuts.
Pour un service public
de qualité.

Pour toutes ces raisons vitales pour notre région, toutes les fonctions publiques doivent se mobiliser :

22000 postes de fonctionnaires en moins, c'est combien de fonctionnaires en moins pour notre région ? Combien d'enseignants en moins ? Combien de policiers en moins ? de tribunaux en moins ? Combien de personnel de santé en moins ?
Alors que les besoins sont immenses, et ce, dans tous les domaines.

Et les salaires des fonctionnaires : Depuis 2000, **plus de 6 %** de retard par rapport au prix et toujours rien pour 2007…
Alors que les prix galopent (loyer, eau, énergie…), les fiches de paie, elles, stagnent.

Ensemble, exigeons un Service Public de qualité !!!

Pour venir manifester à LILLE, l'UNSA met des lignes de car à votre disposition :

Dans le NORD, contactez
J-C CHARLET 03.20.62.22.80

Ligne de car	VILLE	Lieu	Heure
1	AVESNES	Gare	11h45
	MAUBEUGE	Gare	12h15
	VALENCIENNES	Place des acacias	12h45
	DENAIN	Place Wilson	13h15
2	LE CATEAU	Musée Matisse	12h00
	CAMBRAI	Hôtel de ville	12h30
	DOUAI	IUFM rue d'Arras	13h15
3	DUNKERQUE	Parking stade Tribut	12h00
	HAZEBROUCK	Grand place	12h45
	BAILLEUL	Place de l'Hôtel de ville	13h15

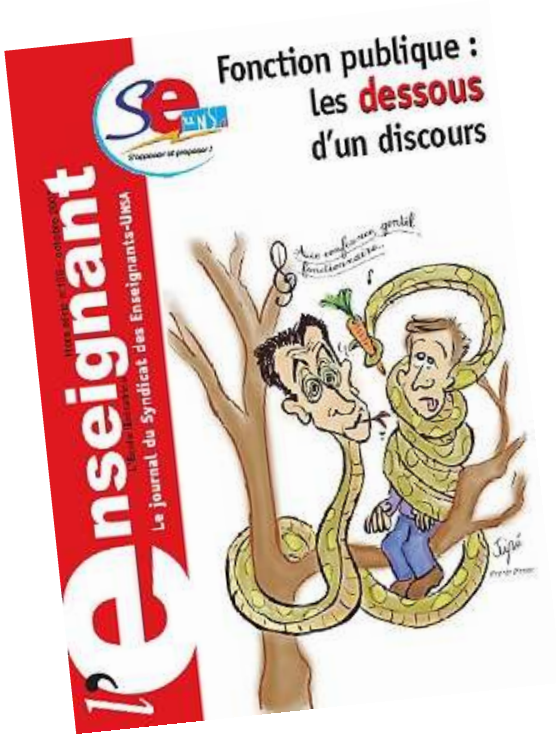
Dans le PAS de CALAIS,
appelez le 03.21.71.18.97

Ligne de car	VILLE	Lieu	Heure
1	MONTREUIL	Gare	11h40
	LE PARCQ	Gendarmerie	12h00
	ST POL	Place de la mairie	12h20
	BETHUNE	Place du Mal Foch	13h15
2	ARRAS	Place de Marseille	12h40
	LENS	Place du Cantin	13h15
3	BOULOGNE	Nausicaa	11h00
	CALAIS	Hôtel de ville	11h30
	THEROUANNE	Parking péage	12h15

Inscrivez-vous avant le vendredi 16 novembre en précisant les noms et les coordonnées de chaque participant en cas d'inscriptions groupées.

Mobilisons-nous pour que le 20 novembre soit une réussite.

FONCTION PUBLIQUE : Ce que Sarkozy veut faire…



Pour recevoir la brochure, merci d'écrire à :
SE-UNSA, Maison des Enseignants
32, bld Lebas – 59000 – LILLE
03.20.62.22.80 – 59@se-unsa.org

Avec la carotte, le statut c'est rapé

«C'est dans cet esprit que je veux ouvrir le chantier de l'individualisation des rémunérations pour qu'il soit davantage tenu compte du mérite.» «Ce que je souhaite, c'est que le fonctionnaire en tant que personne ne s'efface pas derrière des textes, des indices, des procédures.»

- **Aujourd'hui,** chacun peut à la fois contrôler sa rémunération individuelle et avoir une idée de son déroulement de carrière garanti par un **statut collectif.**
C'est ce qui nous protège de l'arbitraire.
- **Demain, avec l'individualisation des rémunérations**, le gouvernement renvoie à **des discussions individuelles** laissant chacun seul, face à son inspecteur ou à son chef d'établissement ! Comment ne pas imaginer les pressions, de toutes natures, qui en découleraient ? Certes, les «méritants» en profiteraient...
mais **qui triera entre les «méritants» et les autres ?**

Bien faire son métier ne suffira plus, il faudra plaire, se vendre et trouver acheteur.

Alors, informons-nous !

REUNIONS D'INFORMATION SYNDICALE SUR LE TEMPS DE TRAVAIL

LILLE	Samedi 24 novembre 2007, 9h-12h Maison des Enseignants, 32 Bld Lebas, LILLE
ROUBAIX	Samedi 24 novembre 2007, 9h-12h Restaurant scolaire, école du Capreau, 6 rue Turgot, WASQUEHAL
HAZEBROUCK	Samedi 17 novembre 2007, 9h-12h Centre socio-éducatif, HAZEBROUCK
DUNKERQUE	Samedi 24 novembre 2007, 9h-12h Salle du Pont Lobby, PETITE-SYNTHE
DOUAI	Samedi 17 novembre 2007, 9h-12h Centre IUFM, rue d'Esquerchin, DOUAI
VALENCIENNES	Samedi 17 novembre 2007, 9h-12h Ecole élémentaire Siméon Cuvellier, VALENCIENNES
AVESNES	Samedi 8 décembre 2007, 9h-12h Salle de la Malterie, ANOR
CAMBRAI	Samedi 24 novembre 2007, 9h-12h Salle des Amicales Laïques, rue des capucines, CAMBRAI

Si vous souhaitez participer à une réunion se tenant le 17 novembre, envoyez immédiatement un courrier à votre IEN.

Lettre à l'IEN

Nom : .....
Prénom : .....
Ecole: .....

à Monsieur l'Inspecteur,
Madame l'Inspectrice

ou à Monsieur, Madame le chef d'établissement

J'ai l'honneur de vous informer qu'en application du droit syndical dans la Fonction Publique (décret n° 82-447 du 28 mai 1982) je participerai à la réunion d'information syndicale sur le temps de travail organisée par le SE-UNSA qui se tiendra le ..... à ..... .

Signature

Lettre aux parents (pour les écoles)

M. Mme : .....
aux parents de ses élèves

Madame, Monsieur,

Les textes relatifs à l'exercice du droit syndical prévoient des 1/2 journées d'information sur le temps de travail.
Participant à une de ces réunions qui aura lieu le .....,
je vous informe que je serai absent(e) durant cette demi-journée.

Je vous remercie de votre compréhension.

Signature

LA FIN D'UN SYSTEME

* Vingt millions d'euros retirés en liquide des comptes de plusieurs banques par les représentants d'une fédération patronale honorablement connue sur la place ;
* Des anciens dirigeants de cette fédération qui s'étonnent que l'on soit choqué par de telles pratiques -qui disent-ils- ont toujours existé, comme si pour eux la répétition des fautes commises valait absolution ;
* Un ancien dirigeant du CNPF, M. Gattaz, qui fut pendant des années le patron des patrons qui dévoile l'existence d'une caisse noire que cette même fédération patronale aurait constituée et dont le montant avoisinerait cent soixante millions d'euros ;
* Les mêmes dirigeants qui justifient tout cela par la nécessité de "fluidifier le dialogue social" et mettent donc implicitement en cause les organisations syndicales de salariés sans apporter pour l'instant la moindre preuve de ce qu'ils avancent ;
* Des organisations syndicales représentatives qui, se sentant toutes éclaboussées par de tels propos, crient au scandale et protestent de leur innocence ;
* La presse sur la piste des millions envolés et tous de s'interroger sur la façon dont tout cela va finir et de se demander si le discrédit ne va pas s'abattre sur l'ensemble des partenaires sociaux !

Cela se passe en France en octobre 2007.

Ce qu'il est convenu d'appeler l'affaire de l'UIMM (Union des Industries et Métiers de la Métallurgie) dépasse, et de loin, la personne de son président, Denis Gautier-Sauvagnac dont à ce jour, et cela est à souligner, l'intégrité personnelle n'est pas mise en cause. Au-delà de l'énormité des sommes en jeu, ce qui est sidérant dans cette affaire, c'est la bonne conscience avec laquelle les représentants successifs de l'UIMM assument encore aujourd'hui publiquement par voie de presse ce système de financement.

Nous savons nous, à l'UNSA, ce que recèle la face cachée de telles pratiques. Dans les entreprises de la métallurgie, dès que les militants de l'UNSA veulent s'implanter, ils sont systématiquement traduits devant les tribunaux. Pire encore, dans bien des cas, les directions d'entreprises exercent sur eux de telles pressions qu'ils sont mis en demeure d'abandonner leur activité syndicale au sein de l'UNSA et de rendre leur carte. Refuser de céder peut conduire au licenciement. Voilà pourquoi dans de nombreuses entreprises de la métallurgie, nous avons créé des "syndicats clandestins" composés de militantes et de militants qui partagent nos idées mais que nous ne voulons pas exposer inutilement. Voilà l'état de la démocratie sociale dans la France d'aujourd'hui.

Alors, oui, il faut en finir avec ce qui n'est pas un simple dérapage d'ordre financier mais un système réfléchi et organisé de contrôle et de muselage des organisations syndicales.
Ce système a pris dans nombreuses entreprises de la métallurgie un caractère clanique et féodal digne de la guerre froide et du Yalta syndical qui l'a accompagné.

À l'UNSA, nous n'avons pas attendu ces derniers mois pour demander que l'on remette la démocratie sociale sur ses pieds. Et pour rafraîchir la mémoire de quelques-uns, je voudrais leur rappeler que pendant des années nous avons été les seuls à demander une réforme des règles de représentativité et de financement des organisations syndicales dont tous semblaient s'accommoder.

Oui, nous assistons à la fin d'une époque et l'UNSA ne va pas s'en plaindre. Les faux semblants et les demi-réformes ne régleront rien ; c'est à une refondation complète et rapide de notre démocratie sociale qu'il faut avoir le courage de s'atteler. L'enjeu désormais est de rebâtir un système de relations sociales dans lesquelles les salariés pourront se reconnaître. Il y a là un enjeu démocratique où se joue l'avenir du syndicalisme dans notre pays.

Bagnolet, le 22 octobre 2007
Alain OLIVE
Secrétaire Général de l'UNSA